

APRÈS LA GRÈCE : QUELLES LEÇONS POUR LA GAUCHE EUROPÉENNE ?



PIERRE KHALIFA *

« Les propositions de l'eurogroupe sont de la folie. Cela va au-delà de la sévérité, vers l'envie de vengeance, la destruction totale de la souveraineté nationale et aucune espérance de soulagement [...] c'est une trahison grotesque de tout ce que le projet européen était censé représenter ». C'est ainsi que le prix Nobel d'économie Paul Krugman a qualifié « l'accord » du 13 juillet 2015 accepté par le gouvernement Tsípras.

Un fédéralisme autoritaire

Pendant plus de six mois, le gouvernement grec a négocié, le couteau sous la gorge, faisant

face à la violence de la réaction des institutions européennes. Dans un ouvrage récent, *Cette Europe malade du néolibéralisme. L'urgence de désobéir*¹, la Fondation Copernic et Attac pointent « l'émergence d'un fédéralisme d'un type nouveau, fondé sur la discipline financière [...] un fédéralisme autoritaire néolibéral, au sein duquel la souveraineté des États est à la fois mise en commun et entre parenthèses par un système de contraintes juridiques soustraites à la pression démocratique ».

Dans cette configuration, les politiques économiques se réduisent à appliquer une série

* COPRÉSIDENT DE LA FONDATION COPERNIC ET MEMBRE DU CONSEIL SCIENTIFIQUE D'ATTAC.

¹ Fondation Copernic/Attac, *Cette Europe malade du néolibéralisme. L'urgence de désobéir*, Éditions LLL, mars 2019.

de normes budgétaires et financières, impératifs catégoriques sur lesquels les peuples n'ont rien à dire. C'est cette construction que la victoire de Syriza remettait en cause. Les institutions et les gouvernements européens en avaient parfaitement compris l'enjeu : la réussite de Syriza aurait ruiné trente ans de néolibéralisme et risqué d'entraîner une contagion dans toute l'Europe. Comme l'avait exprimé sans retenue M. Junker, « il ne peut y avoir de choix démocratique contre les traités européens ».

L'expérience des négociations entre la Grèce et la troïka² a montré qu'on ne peut espérer convaincre les institutions européennes et les gouvernements de relâcher leurs politiques d'austérité dans une discussion rationnelle de bonne foi sans leur imposer un rapport de force. Cette leçon doit être retenue. Tout gouvernement de gauche voulant rompre avec les politiques néolibérales fera face à l'opposition acharnée des dirigeants européens et ouvrira une crise politique majeure en Europe.

La Grèce avait-elle des marges de manœuvre ?

Syriza a gagné les élections en promettant à la fois d'en finir avec l'austérité et de rester dans l'euro, comme le souhaitaient une grande majorité de Grecs. Ce mandat supposait donc la recherche d'un compromis. Le programme de Syriza, dit de Thessalonique, pariait sur sa possibilité. Il s'agissait d'un programme modéré, d'inspiration keynésienne, visant essentiellement à reconstruire le pays et à soulager sa population. Pourtant, même modeste, ce programme, par ses aspects sociaux et redistributifs, prenait acte de l'échec économique des politiques d'austérité, entrant ainsi en contradiction frontale avec l'ordre néolibéral patiemment construit depuis des décennies. Imposer un compromis à des gouvernements, dont l'objectif était avant tout la capitulation du gouvernement grec, paraissait donc très difficile, d'autant plus que les mouvements sociaux européens n'ont pas réussi à peser sur leurs gouvernements ni sur les institutions européennes.

² La troïka est une instance informelle qui regroupe la Commission européenne, la Banque centrale européenne et le Fonds monétaire international.

Le gouvernement grec n'avait-il pour autant aucune marge de manœuvre ? Certes, tout compromis renvoie à des rapports de force et le cadre des négociations était particulièrement déséquilibré. Mais face à la stratégie d'étranglement financier mise en œuvre par les eurocrates, le gouvernement grec est resté attentiste et n'a pris aucune contre-mesure.

Desserrer l'étau financier

L'étranglement a été progressif, mais rythmé par plusieurs moments clés. Un des plus importants se déroule début février 2015, soit quelques jours à peine après la victoire de Syriza. La BCE annonce qu'elle cesse d'accepter les titres publics grecs comme garanties (collatéraux) lors des opérations de refinancement des banques grecques. Ces dernières peuvent certes continuer à bénéficier de l'aide à la liquidité d'urgence (ELA), mais à un taux d'intérêt beaucoup plus élevé, et selon

l'humeur de la BCE³. De plus, celle-ci refuse de débloquer 1,9 milliard correspondant aux intérêts qu'elle a engrangés sur les titres grecs qu'elle possède⁴. Face à ce début d'étranglement financier, le gouvernement grec n'a pas réagi.

Or, pour contrer la pénurie de liquidités résultant de la fuite des capitaux et de la décision de la BCE, une mesure préconisée par de nombreux économistes pouvait pourtant être prise : la création d'un moyen de paiement complémentaire, une « monnaie » dont la valeur serait garantie par les recettes fiscales. Elle « permettrait de relever plusieurs défis de court terme : relancer l'économie locale, financer les services publics de base et réduire la dette de court terme ("dette flottante") en ne recourant plus aux marchés financiers pour la financer »⁵. Sa convertibilité au pair avec l'euro étant garantie, un tel dispositif s'apparente en fait à un prêt à court terme

³ Au moment de l'annonce du référendum, la BCE a refusé d'augmenter le plafond de l'ELA, précipitant la fermeture des banques par le gouvernement.

⁴ La Grèce avait pourtant obtenu depuis mars 2012 que les profits réalisés par la BCE sur les obligations d'État lui soient reversés.

⁵ Bruno Théret, Wojtek Kalinowski, Thomas Coutrot, « L'euro-drachme, ballon d'oxygène pour la Grèce », <http://www.liberation.fr/monde/2015/03/15/l-euro-drachme-ballon-d-oxygene-pour-la-grece_1221089, 15/03/2015>.

que les citoyen.nes accordent à leur gouvernement⁶. Dans la situation de la Grèce, il s'agirait alors d'un geste autant politique qu'économique. Le « réseau » de cette monnaie aurait pu s'étendre à l'agriculture, à la petite production marchande et à tout circuit de distribution prêt à coopérer dans une résistance politique et sociale aux diktats de la BCE.

Deux autres mesures unilatérales auraient pu être mises en œuvre pour desserrer l'étau financier. D'abord, bien sûr, le contrôle des capitaux. 25 milliards d'euros ont été retirés des banques grecques entre décembre 2014 et février 2015⁷. Pour éviter une hémorragie qui s'est poursuivie et qui a mis les banques grecques à genoux, le contrôle des capitaux était donc essentiel. Or le gouvernement grec a attendu fin juin pour l'instaurer en catastrophe lorsque la BCE a bloqué la fourniture de liquidités et imposé la fermeture des agences bancaires. Certes, le contrôle des capitaux est contraire aux traités européens. Mais une exception est

admise pour « des motifs liés à l'ordre public ou à la sécurité publique ». De plus la Grèce aurait pu s'appuyer sur le précédent de Chypre qui avait instauré en mars 2013 des restrictions à la liberté de circulation de capitaux au moment de la crise financière qui avait touché ce pays.

La seconde mesure concerne la dette⁸. En général, un État ne rembourse jamais vraiment sa dette : lorsque les titres arrivent à échéance, il emprunte de nouveau sur les marchés financiers. Il ne paie donc que les intérêts de sa dette. Mais la Grèce, qui n'a plus accès aux marchés financiers, est obligée non seulement de payer les intérêts, mais aussi de rembourser le principal. C'est pourquoi les dirigeants européens exigent que ce pays dégage un fort excédent budgétaire primaire (hors du paiement des intérêts de la dette) pour pouvoir rembourser avec ses ressources propres tout ou partie du principal. Entre août 2014 et juin 2015 la Grèce a ainsi remboursé 17 milliards d'euros à ses créanciers sans recevoir un euro de nouveau crédit. Le poids de

⁶ Il ne s'agit donc pas dans ce cas d'une sortie de la Grèce de la zone euro suivie d'une dévaluation de la nouvelle monnaie.

⁷ *Le Monde* daté du 5-6 avril 2015.

⁸ Pour plus de développements sur la dette grecque, voir *La Vérité sur la dette grecque. Rapport de la Commission pour la vérité sur la dette publique grecque*, Éditions LLL, 2015.

la dette est un obstacle à toute politique progressiste dans le pays. Or les gouvernements européens ont refusé toute renégociation de ce fardeau, alors même que la quasi-totalité des économistes, y compris ceux du FMI, indiquaient que cette dette ne pourrait jamais être remboursée. Dans cette situation, le gouvernement grec pouvait décider unilatéralement d'un moratoire sur le remboursement de tout ou partie de la dette pour l'année 2015, tout en indiquant qu'il se tenait prêt à négocier dans l'intérêt de toutes les parties.

Une voie étroite

Le choix n'était donc pas binaire, entre sortie de l'euro ou capitulation. Une troisième solution aurait été possible, qui combinait négociations et affrontement, avec la prise de mesures unilatérales par le gouvernement grec. Si Tsípras et ses proches ont refusé même d'envisager de telles mesures – alors que Yanis Varoufakis en avait suggéré certaines fin juin 2015 –, c'est qu'ils avaient peur d'être entraînés dans une logique de sortie de l'euro, qu'ils voyaient comme la catastrophe absolue.

Il semble qu'*in fine* l'objectif de rester dans l'euro l'ait emporté

sur tous les autres. À partir de ce moment, le gouvernement grec ne pouvait que reculer toujours plus. Toutes les lignes rouges qu'il avait lui-même fixées – sur la réforme des retraites, sur la TVA, sur les privatisations – se sont ainsi effacées les unes après les autres dans la recherche désespérée d'un accord. Pire, la menace d'une expulsion de la Grèce de la zone euro a pu alors être utilisée par les plus déterminés des dirigeants européens comme moyen de chantage ultime contre la Grèce.

Quelle stratégie de rupture ?

L'Union européenne est un carcan pour les peuples. Comment décadennasser un espace verrouillé par des traités et les directives qui en sont issues ? La sortie de l'euro est-elle le préalable à tout processus de rupture avec le néolibéralisme ? Comment une telle rupture peut-elle s'effectuer ?

La sortie de l'euro, condition préalable à la rupture ?

L'exemple du Royaume-Uni, qui n'est pas dans la zone euro, montre bien que la sortie de l'Union est dans tous les cas d'une complexité inouïe à mettre en œuvre, tant les diffé-

rentes économies sont imbriquées entre elles. Au-delà, il faut tordre le cou à deux idées souvent avancées par les partisans de la sortie de l'euro. La première est qu'il pourrait y avoir une sortie ordonnée de la zone euro, fondée sur une négociation et un compromis avec les institutions européennes⁹. Si les dirigeants européens voulaient un compromis, ils pourraient le trouver sans prendre les risques qu'implique toute sortie de l'euro. Leur objectif est au contraire de faire plier tout gouvernement voulant rompre avec le cours néolibéral, non de faciliter sa réussite par une sortie ordonnée de l'euro. Permettre la sortie en douceur d'un pays de la zone euro serait accrédi-ter l'idée qu'il y a une vie après l'austérité et après l'euro. La sortie ne peut être que conflictuelle.

La seconde idée est que la sortie de l'euro pourrait être indolore ou presque. Dans le cas de la Grèce, Frédéric Lordon, qui en est partisan, note que « il faut avoir l'honnêteté de reconnaître qu'entre difficultés

logistiques de la réinstallation de la drachme, imperfections de la mise en place des contrôles de capitaux, superdévaluation de fait, immédiateté de l'inflation importée, temps de réponse des exportations, etc., un processus de sortie-défaut commencera par une phase passablement chaotique, dont la stabilisation, puis la matérialisation des bénéfices, demanderont au moins douze et plus probablement dix-huit mois »¹⁰. On peut ajouter à cette liste le fait qu'une dévaluation massive de la monnaie appauvrirait encore plus les Grecs et que la drachme serait immédiatement soumise à la spéculation financière. Le risque est alors d'entrer dans un cycle dévaluation-inflation-dévaluation entretenu par la spéculation contre la monnaie.

De plus, on assisterait, au vu du « temps de réponse des exportations », à un creusement du déficit commercial, la croissance éventuelle des exportations ne permettant pas de compenser le renchérissement des

⁹ C'est la position que défendait encore au mois de février 2015 Costas Lapavistas, un des économistes de la plate-forme de gauche de Syriza, « Grèce. La deuxième phase et les défis de la sortie de la zone euro », <<http://alencontre.org/europe/grece-la-deuxieme-phase-et-les-defis-de-la-sortie-de-leuro-i.html>>.

¹⁰ Frédéric Lordon, « L'alternative de Syriza : passer sous la table ou la renverser », <<http://blog.mondediplo.net/2015-01-19-L-alternative-de-Syriza-passer-sous-la-table-ou>>.

importations. En effet, l'équilibre du commerce extérieur grec n'a été obtenu que par une baisse des importations due à la récession. Si une dévaluation améliore provisoirement la compétitivité-prix, elle ne permettra pas de résoudre un des gros problèmes de la Grèce, celui d'une structure de l'offre de biens et de services particulièrement inadaptée¹¹. À l'inverse, l'annulation totale ou partielle de la dette qui devra accompagner le retour à la monnaie nationale redonnerait des marges de manœuvre budgétaire. Il permettrait d'autre part d'utiliser la création monétaire pour financer le redémarrage économique du pays et engager la transition énergétique. Mais le déficit commercial perdurerait néanmoins et les nécessaires apports extérieurs en capitaux donneraient une arme importante aux marchés financiers.

Les bénéfices d'une sortie de l'euro seraient donc aléatoires. La Grèce est certes un cas particulier avec son économie détruite par des années d'une austérité monstrueuse. Mais, peu ou prou, cette analyse peut être appliquée à de nombreux pays, parmi lesquels la France.

Mais le problème est au moins autant politique qu'économique. Dans la plupart des pays, y compris la France, la grande majorité de la population, bien que très critique sur l'Union européenne, est opposée à une sortie de la zone euro. Comment construire une majorité politique ? L'objectif affiché doit-il être la sortie de l'euro, ou bien plutôt les alternatives concrètes à l'austérité ? Et comment mener la bataille de l'opinion publique européenne si l'on claque d'emblée la porte de la zone euro alors même qu'une expulsion conflictuelle, orchestrée par les institutions

Désobéir aux traités européens

Au départ, la plupart des mesures que devrait prendre un gouvernement pour mettre en œuvre une transformation sociale et écologique ne nécessitent pas en elles-mêmes une

¹¹ Pour une analyse de l'économie grecque, voir Michel Husson, « Grèce : une économie dépendante et rentière », <<http://alencontre.org/europe/grece-une-economie-dependante-et-rentiere.html>>.

sortie de l'euro. Mais certaines peuvent être en contradiction avec les traités européens comme le Pacte de stabilité et le Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG) de la zone euro. Il est aussi fort probable que l'arrivée au gouvernement d'un parti ou d'une coalition de gauche radicale entraînerait une flambée des taux d'intérêt sur les obligations d'État et que la BCE n'interviendrait pas pour arrêter la spéculation financière, espérant ainsi mettre le pays à genoux. Un gouvernement de gauche devrait donc prendre des mesures unilatérales pour sortir les finances publiques de l'emprise des marchés financiers et rompre ainsi avec les traités européens.

Au-delà de telle ou telle mesure concrète¹², il s'agit fondamentalement d'enclencher un processus de désobéissance aux traités et aux directives européennes et d'engager un bras de fer avec les institutions européennes. L'issue de ce bras de fer n'est pas donnée d'avance. Même si

le Traité de Lisbonne ne prévoit aucune possibilité d'exclure un pays de la zone euro, l'expulsion du pays « rebelle » peut se produire. La Grèce en a été menacée explicitement.

L'exemple grec nous apprend que, pour rompre avec les politiques néolibérales, il faut prendre le risque d'une expulsion de la zone euro. Mais si les conséquences du *Grexit* pouvaient sembler maîtrisables par les institutions européennes, il en irait tout autrement pour un pays dont le poids politique et économique est plus important. La désobéissance peut être conçue et popularisée non comme l'amorce d'un éclatement des solidarités européennes, mais au contraire comme un outil pour accélérer l'émergence d'une communauté politique européenne. Rompre avec l'Europe telle qu'elle est pour refonder une « autre Europe », y compris à partir d'un seul pays. Dans la zone euro autant que possible, en dehors si nécessaire.

¹² Pour plus de développements, voir Fondation Copernic/ATTAC, *Cette Europe malade du néolibéralisme*.